



Association Suisse-Israël

UNE REFLEXION APPROFONDIE sur 50 ans de vaine recherche d'un partenaire de paix

Version 26 juin 2017

Jean Auguste Neyroud

Avec la collaboration de Susanne Holm

Pourquoi ce texte ?

Il y a 50 ans cette année que la guerre des six jours s'est terminée par la victoire d'Israël et l'occupation de vastes territoires arabes.

Malgré de nombreux efforts, les perspectives de paix restent éloignées. Les états arabes sont en conflit et leurs souverainetés malmenées. Pourtant ils restent tous unis pour s'opposer à Israël.

Comment comprendre ce conflit interminable, cette longue et **vaine recherche d'un partenaire de paix** ? Où se situent les blocages qui ne permettent pas d'avancer ?

Notre texte a pour but d'identifier les enjeux avec l'objectivité souhaitable, et de proposer une approche réaliste vers la solution du conflit.

Table des matières

Territoire et histoire :	Bref rappel	3
	L'entité juive	3
	L'entité palestinienne	4
<u>Les responsables du gâchis :</u>	Le rejet d'Israël par les arabes	5
	Le nationalisme exacerbé	5
	L'interprétation religieuse excessive des faits	5
	Les troubles enjeux des politiques internationales	6
<u>Comment poursuivre ?</u>	La présence d'Israël ne peut plus être contestée	7
	La présence palestinienne est réelle	7
	La nécessité d'un partage territorial	7
	Les acquis et les échecs de Camp David, Oslo	8

La volonté de trouver des solutions durables passe par les inévitables concessions à consentir, de part et d'autre

Territoire et histoire

Bref rappel : Le monde arabe s'étend de l'atlantique aux confins orientaux du Moyen-Orient ; il est le résultat de la conquête de vastes territoires et de la conversion plus ou moins forcée de leurs habitants, commencée au VIIIème siècle depuis Médine, en Arabie Saoudite. Il a subi la domination ottomane, puis a été quasiment dépecé au début du XXème siècle par la Grande Bretagne et la France coloniales, qui ont tracé des frontières et arbitrairement créé de nouveaux états.

Le monde juif, comme en attestent les références archéologiques et bibliques, s'est développé autour de Jérusalem durant plusieurs millénaires. Il a disparu lors de la conquête de Jérusalem par les romains, qui ont créé une province nommée "Palestine" en référence à l'ancienne population autochtone des philistins. Il a été disséminé dans le monde, mais a conservé un fort lien avec Jérusalem.

L'histoire accrédite donc sur ces terres **deux récits distincts**, aussi solides l'un que l'autre, qui établissent **deux droits fondamentaux**.

L'entité juive : De nombreux juifs persécutés en Europe et motivés par l'idéal sioniste ont émigré vers la Palestine turque, puis britannique, où ils ont contribué à développer le pays.

La Grande Bretagne coloniale a admis l'établissement d'un foyer national juif (déclaration Balfour, 1917), obtenu un mandat de gestion de la Palestine (Conférence de San Remo, 1922), créé la Jordanie à l'est du fleuve Jourdain, et proposé un plan de partition des terres à l'ouest du Jourdain entre juifs et arabes (1947), refusé par les arabes et accepté à contrecœur par les juifs.

Immédiatement après la fondation de l'Etat d'Israël le 14 mai 1948, l'Egypte, l'Arabie Saoudite, la Transjordanie, le Liban, l'Irak et la Syrie déclarent la guerre au nouvel état. A l'issue de cette "guerre d'indépendance", la Transjordanie annexe la Cisjordanie et l'Egypte administre la bande de Gaza. Une partie de la population arabe est restée en Israël, une autre a fui.

L'entité palestinienne : Pour tenir ses promesses, la Grande Bretagne a offert la Transjordanie, c'est-à-dire environ les trois quarts de la Palestine originale, à Abdallah bin al-Husseïn, qui crée la Jordanie. Seul le dernier quart restait à partager entre juifs et arabes.

Il est intéressant de constater qu'en 1948, on ne parle pas des palestiniens dans le sens accepté aujourd'hui. La population n'a jamais eu son mot à dire, ce sont toujours les nations arabes qui ont parlé pour elle. Elles ont choisi la guerre et l'ont perdue. Ce n'est que 19 ans plus tard, après la guerre des six jours (1967) que la Jordanie et l'Egypte ont renoncé à toute prétention sur la Cisjordanie et la bande de Gaza. Il y a donc une entité palestinienne appelée à faire valoir

également son droit. Celui-ci pourrait se concrétiser dans un état indépendant ou dans une forme d'association avec la Jordanie voisine qui, rappelons-le, faisait partie de la Palestine historique.

Les responsables du gâchis

Pourquoi, 50 ans après la confrontation de 1967 entre Israël et ses voisins, est-il si difficile de parler de paix ? Des centaines de milliers de résidents sont menacés par des roquettes, entravés par des actions policières, mis en danger par des actes terroristes et des faits de guerre dont ils souhaitent tous la fin. Voici quelques éléments de réponse :

Le rejet systématique d'Israël par les nations arabes : Quiconque se penche sur l'histoire récente observe par le nombre élevé de refus arabes de tout projet lié à l'état d'Israël :

- NON à la partition de 1923 créant la Transjordanie
- NON au plan de séparation des populations juive et arabe de 1937
- NON au plan de partition de l'ONU de 1948 créant Israël
- NON TRIPLE de Khartoum après la guerre des 6 jours, 1967
- NON aux négociations de Camp David et Taba, 2000/2001
- NON après le retrait israélien de Gaza, 2005
- NON aux négociations d'Annapolis, 2007

Entre 1948 et 1967, le territoire de l'actuelle Palestine (Cisjordanie et Gaza) permettait de concrétiser le plan de partition. Au lieu de cela est fondée l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), une Palestine comprise comme la portion juive issue de la partition, à restituer à la terre d'Islam ! Aucune nation arabe ne s'est souciée de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, qui n'ont commencé à attirer l'attention publique sous le nom de Palestine qu'une fois occupées, après la guerre des six jours.

Le rejet ethnique et religieux d'Israël débouche sur l'intégrisme et le fanatisme.

Le nationalisme exacerbé : Une succession de conflits de tous genres a activé les nationalismes au-delà du raisonnable, donnant naissance à des mouvements et des leaders violents, et ne contribuant en rien à la solution du conflit.

L'interprétation religieuse abusive des faits : Personne ne songe à mettre en doute le rôle fondamental joué dans la région par les religions du Livre. Elles ont sculpté les sociétés, les morales et les comportements. On observe pourtant une propension à sanctifier des faits qui n'ont pas lieu de l'être. Les concepts "Terre d'Islam", "Terre Sainte" sont à la source d'interprétations souvent tragiques conduisant à des pertes de vies humaines. L'instrumentalisation de la religion à des fins guerrières devrait appartenir au passé.

Les troubles enjeux des politiques internationales : Les grandes puissances défendent avant tout leurs propres intérêts et négligent les aspects locaux. Le Moyen-Orient a particulièrement souffert dans ce domaine : l'entité juive est

parvenue à se maintenir et à émerger en tant que nation; l'entité palestinienne n'a pas eu cette chance.

Dans les instances internationales, la cause palestinienne est soutenue par les nations arabes et musulmanes, et un aréopage de nations opportunistes. Elle, parvient à y obtenir des majorités remarquables. Malheureusement, ces votes n'améliorent en rien le sort des populations, ils retardent les solutions depuis plus de 50 ans. Ban Ki Moon, secrétaire général sortant de l'ONU, a reconnu que son organisation avait durant son mandat traité Israël de manière inéquitable. A la commission des droits de l'homme, Israël a même été aussi souvent condamné que l'ensemble des pays membres ! On rappelle aussi les absurdes prises de position de l'OMS et de l'UNESCO.

Comment poursuivre ?

L'Association Suisse-Israël s'est toujours efforcée d'adopter une approche pondérée du conflit. Elle constate ceci :

La présence d'Israël au Moyen-Orient ne peut plus être contestée : L'islam conquérant a connu dans son histoire une rapide expansion. Cependant il a parfois dû céder du terrain, comme en Espagne ou en Bulgarie. En Palestine, la confrontation avec une minorité juive n'a pas débouché sur la conversion des juifs restés sur place. Il n'y a là rien de très étonnant. Il appartient au monde musulman d'accepter l'idée qu'il subsiste au Moyen-Orient des foyers culturels distincts, juifs et chrétiens, que l'on ne saurait rayer de la carte. Comme partout ailleurs, au nom des droits de l'homme, et de la liberté, une minorité a le droit de choisir son propre sort. C'est le cas d'Israël.

Le territoire israélien de 1967, c'est moins de 0.5 % des terres des pays arabes, moins de 3 % de l'ancienne province ottomane (qui incluait Syrie, Irak et Jordanie). On voit mal le danger résultant de cette faible présence.

L'existence d'Israël est incontournable et doit être admise par la partie arabo-musulmane. Elle aura pour effet immédiat un abaissement des tensions.

La présence palestinienne est réelle : Les documents disponibles attestent que l'ancienne province ottomane possédait une population clairsemée et que les propriétaires des terres vivaient dans des villes lointaines. Avec le développement économique de la Palestine mandataire, la population augmenta : entre 1922 et 1947, 500'000 juifs et 600'000 arabes s'établirent. L'immigration juive est bien documentée, mais l'immigration arabe l'est moins.

La population palestinienne est en partie composée d'immigrés venus des pays voisins ; plusieurs états arabes, tels la Jordanie, comptent d'importantes minorités d'origine palestinienne. La population palestinienne possède donc moins de traits qui la distinguent des pays arabes voisins que de traits qui l'en rapprochent, mais elle est aussi devenue une réalité incontestable.

La nécessité d'un partage territorial :

Des décennies de luttes, des milliers de morts et de blessés laissent très mal augurer d'un futur israélo-palestinien commun. Ailleurs dans le monde (ex-Yougoslavie, Inde/Bangladesh...) des solutions de "divorce" ont été trouvées. La création de l'état d'Israël a été un processus réussi d'autodétermination, Il en ira ainsi d'une entité palestinienne. L'idée d'une solution à deux états est en bonne voie, reste la définition des futures frontières.

Les acquis et les échecs de Camp David, Oslo, etc... : A plusieurs reprises, on est arrivé très près d'un résultat, qui toujours envisagea la restitution par Israël de plus de 90 % des terres occupées de 1967, en échange de traités de paix durable.

Dans le camp palestinien, on exige le retour des réfugiés là où ils se trouvaient en 1948, en Israël. Environ 700'000 arabes ont fui les combats ou - selon la narration choisie - ont été chassés ; ce chiffre est proche de celui des juifs expulsés des pays arabes à cette époque. L'exigence du retour est irréaliste. Malheureusement, l'organisation onusienne UNRWA, en charge des réfugiés palestiniens, ne fait rien pour recaser les réfugiés, comme le furent presque tous les réfugiés ailleurs dans le monde ; le statut de réfugié palestinien est devenu héréditaire !

Dans le camp israélien, on s'est pris à rêver d'un étalement de la présence juive au-delà des frontières de 1967, de faits accomplis irréversibles. Cela aussi est préoccupant.

L'action de groupes terroristes hostiles à toute solution a ajouté aux débats l'enjeu de la sécurité : Il ne s'agit plus seulement de rendre des territoires et de faire la paix il s'agit de vaincre la méfiance réciproque, officiellement entretenue par certains états comme l'Iran.

Dans les instances internationales, des majorités atteintes avec le concours du bloc arabo-musulman et de pays à la démocratie en berne, se forment pour accabler Israël, sans aucun effet notable sur le sort des palestiniens. Ainsi travaillent l'UNESCO, l'OMS et surtout la Commission des Droits de l'Homme qui réussit la gageure de prononcer autant de condamnations d'Israël que de condamnations de l'ensemble des autres pays de la planète.

En synthèse, en 50 ans, des perspectives prometteuses de fin de conflit ont vu le jour. Presqu'à chaque fois elles ont achoppé sur l'intransigeance de l'un ou l'autre des partenaires, paralysé par la crainte de trop violentes réactions dans son propre camp. Là sont nés crainte et besoin de sécurité.

Pour conclure :

Plutôt que de célébrer des victoires (la guerre des 6 jours), des revendications fondées (50 ans d'occupation) ou d'autres références à des et événements glorieux, demandons-nous si 50 ans d'échecs dans la recherche de partenaires de paix, n'est pas une durée excessive ?

C'est le rôle capital des opinions publiques et des media, c'est-à-dire notre rôle, de nous demander en quoi nous avons contribué à la recherche d'une solution équitable, et si nous sommes capables de faire mieux.